



**Chaire de Recherche du Canada
en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie**
<http://www.chaire-mcd.ca/>

DOCUMENT DE TRAVAIL DE LA CHAIRE MCD

—
numéro 2005-03

*Les idées exprimées dans ce document n'engagent que l'auteur.
Elles ne traduisent en aucune manière une position officielle
de la Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie.*

**Chaire de Recherche du Canada
en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie**

Université du Québec à Montréal
CP 8888, succursale Centre-Ville
Montréal, Québec
CANADA H3C 3P8



DOCUMENT DE TRAVAIL DE LA Chaire MCD – 2005-02
Chaire de Recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie
<http://www.chaire-mcd.ca/>

DOCUMENT DE TRAVAIL DE LA CHAIRE MCD

***Le mouvement altermondialiste dans les relations transnationales :
Fruit de l'érosion du pouvoir de l'État à l'ère de la mondialisation ?***

Par Gülçin Erdi Lelandais

École des Hautes Études en Sciences sociales
EHESS-Paris

Gulcin.Erdi-Lelandais@ehess.fr

Novembre 2005



Dans son article *The Time of States*, Charles Tilly faisait la prévision qu' « à notre époque...au moins en Europe, l'ère des États forts tire maintenant à sa fin »¹. Ce constat n'est ni nouveau, ni le premier dans le champ d'étude des relations internationales. Depuis les années soixante-dix, nous observons le recul du paradigme réaliste concentré sur les relations inter-étatiques et une avancée dans les études transnationales faisant référence à l'émergence de nouveaux acteurs internationaux en marge des États-nation.

Cela étant, ce constat ne devrait pas nous tromper sur la place de l'État-nation. La thèse que nous défendons est que le pouvoir de l'État-nation se maintient toujours à un certain niveau mais change de forme, en glissant du domaine inter-étatique vers une politique de réseau, d'où l'importance actuellement accordée aux relations transnationales entre les divers acteurs. Le déclin de l'État fort construit sur le modèle westphalien est une réalité mais, pour Sidney Tarrow, la question pour ceux qui étudient la politique de la contestation et les relations internationales est de savoir si ce déclin est cyclique et sera compensé par la remarquable capacité d'adaptation et de renouvellement des États².

D'après Ulrich Beck, le scénario unique dans lequel les États nationaux et le système des relations internationales entre États déterminaient l'espace collectif de l'agir politique est mis en pièces à la fois de l'intérieur et de l'extérieur, puis se trouve remplacé par un méta-jeu de pouvoir plus complexe, faisant fi des frontières et modifiant les règles du pouvoir, un méta-jeu riche de paradoxes, imprévisible, touchant la sphère infra-politique comme la politique mondiale et dont l'issue reste ouverte³.

Ces évolutions modifient, en effet, la composition des acteurs internationaux. Aujourd'hui, les États ne sont plus considérés comme les seuls acteurs. De plus, l'information et le capital, qui peuvent désormais circuler sans tenir compte des frontières étatiques, ont augmenté le rôle des relations et des acteurs transnationaux qui ont vu leur domaine d'activité s'élargir. Plusieurs interactions transnationales ont lieu sans que les individus ne quittent leur localité. « Les industries domestiques, les syndicats et les agriculteurs, s'engagent dans le commerce international sans changer leur activité ; les banquiers peuvent déplacer de grandes sommes de monnaie sans quitter leurs bureaux, les groupes d'étudiants peuvent diffuser leurs idées à travers les chaînes télévisées mondiales ; le *New York Times* peut être acheté dans les autres capitales du monde même s'il ne possède pas de bureau de vente »⁴. Toutes ces organisations purement locales peuvent aujourd'hui participer aux interactions transnationales. L'interaction entre ces

¹ TILLY Charles. *The Time of States*. Center for the Study of Social Change Working Paper, n°172, New York School for Social Research, 1993, p.3.

² TARROW Sidney. «La contestation transnationale». *Cultures & Conflits*, n°38-39, été-automne 2000, pp. 187-223.

³ BECK Ulrich. *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*. Paris : Aubier, 2003, p.28.

⁴ KEOHANE Robert, NYE Joseph. *Transnationales Relations and World Politics*. Massachusetts: Harvard University Press, 1972, pXV.



organisations fait référence à l'approche de J. Rosenau sur la composition du système mondial. Rosenau parle de l'existence de mondes multi-centré et stato-centré dont les acteurs sont multiples et différents, tout comme leur fonctionnement⁵. Les relations et les organisations transnationales (monde multi-centré) ont cinq effets majeurs dans la transformation du système international : 1) modification des comportements ; 2) pluralisme international ; 3) augmentation des contraintes sur les États à travers la dépendance et l'interdépendance ; 4) augmentation de la capacité de certains gouvernements à influencer les autres et 5) émergence des acteurs autonomes avec des politiques étrangères privées pouvant délibérément s'opposer ou empiéter sur les politiques étatiques.

Parallèlement à ces effets, deux évidences se font jour. La première est que les acteurs transnationaux qui demeurent les plus autonomes sont les acteurs financiers et commerciaux, comme les firmes multinationales. Leurs activités peuvent se réaliser facilement avec un minimum de contrainte vis-à-vis de l'État. La deuxième évidence est que face à ces nouveaux acteurs, l'État subit une forte transformation dans ses compétences et ses capacités. Pour Rosenau, l'autonomie des États a été réduite par le fait que leurs problèmes intérieurs ont désormais une dimension internationale inévitable, ceci ayant pour conséquence que des normes, habitudes ou pratiques politiques établies de longue date ne suffisent plus aux gouvernements pour résoudre de tels problèmes par eux-mêmes⁶. Le renforcement de ces nouveaux acteurs joue un rôle considérable dans le rétrécissement des compétences de l'État. L'important est de dire, ici, que les relations transnationales ne sont pas nouvelles. Mais aujourd'hui, elles affectent les politiques inter-étatiques en offrant des choix ouverts aux hommes politiques et des coûts afférents qui doivent être pris en considération pour adopter les différentes lignes de conduite⁷. Les forces impersonnelles du marché, libérées par les innovations techniques, l'emportent sur les capacités de régulation des gouvernements. Ces mutations, d'après Susan Strange⁸, ne signifient pas que les États sont dépassés mais que leurs fonctions se sont beaucoup modifiées. Elles ont affecté en conséquence la nature des relations internationales. Ainsi, les frontières entre les affaires intérieures des États et les relations internationales s'affaibliraient, au point qu'il serait souvent difficile à distinguer ce qui reste du ressort des gouvernements. Le progrès technique jouerait ainsi un rôle important dans cette « fin des États ». L'économiste américain Lester Thurow est convaincu que les nouvelles technologies ont imposé la dérégulation des marchés financiers. Elles ont rendu obsolète le contrôle des mouvements de capitaux. «Lorsqu'il fallait transporter l'argent dans un sac à dos et traverser les Alpes à pied, de l'Italie à la Suisse, le gouvernement italien pouvait assurer un contrôle des changes. Lorsque l'argent peut être déplacé instantanément à partir d'un ordinateur personnel, la notion même de contrôle sur les

⁵ ROSENEAU James. *Turbulence in World Politics*, New Jersey: Princeton University Press, 1990.

⁶ Rosenau J., op.cit, p.127

⁷ Keohane R. et Nye J., op.cit, p375.

⁸ STRANGE Susan. *The Retreat of the State. The Diffusion of Power in the World Economy*. Cambridge: Cambridge University Press, 1996.



mouvements de capitaux est dépourvu de sens »⁹. Bauman estime que c'est cette impression récente et déconcertante que les choses «échappent à tout contrôle » qui est exprimée par le concept de mondialisation, actuellement très en vogue¹⁰.

Le processus, dit de « mondialisation » n'est pas un phénomène de la dernière décennie. Plusieurs auteurs défendent l'idée que la mondialisation existait bien avant le 20^e siècle. Cela dit, le problème n'est pas l'existence de la mondialisation mais ses effets sur la structuration du système international et la vie sociale. Personne ne néglige aujourd'hui l'influence de la mondialisation sur l'ordre actuel. Certains disent qu'elle est inévitable alors que d'autres défendent l'idée que c'est un processus programmé de l'idéologie néolibérale. Le point sur lequel tout le monde semble s'accorder, c'est que les transformations des sphères monétaires et financières ont constitué un aspect central de la mondialisation¹¹. Certains auteurs lient cette transformation au développement de la technologie informationnelle¹² et, par-là, à la « compression spatio-temporelle ». La révolution des technologies de l'information joue un rôle majeur dans la mise en œuvre, depuis les années 1980, du processus fondamental de restructuration du système capitaliste¹³ en fournissant une grande capacité de circulation de la connaissance. Ainsi, les frontières entre les affaires intérieures des États et les relations internationales s'affaibliraient, au point qu'il serait souvent difficile de distinguer ce qui demeure du ressort des gouvernements.

Robert Cox soutient cette approche, estimant que « l'analyse de la mondialisation doit commencer par l'internationalisation de la production » et ajoute que trois effets majeurs relèvent de la mondialisation¹⁴ : le premier est l'internationalisation de l'État. Pendant une bonne partie de ce siècle, le rôle de l'État était conçu comme la protection de l'économie nationale des effets des forces extérieures, ce qui revenait à encourager les niveaux internes de l'activité économique. Cette priorité semble aujourd'hui s'être modifiée. Le deuxième effet est que la nouvelle division internationale du travail crée un nouveau modèle de développement irrégulier. Le concept de Tiers-monde n'a plus un sens clair et le « quart-monde »¹⁵ est devenu un élément du système mondial. Enfin, troisième effet, le résultat cumulatif de toutes les tendances structurelles dans l'économie politique mondiale a rendu invalide le cadre intellectuel dans lequel les dirigeants des États des pays capitalistes avancés avaient affronté, avec un succès relatif, les problèmes du monde de l'après-guerre¹⁶.

⁹ THUROW L.C. *The Future of Capitalism. How Today's Economic Forces Shape Tomorrow's World?* New York: Penguin Books, 1997, p.222.

¹⁰ BAUMAN Zygmunt. *Le Coût humain de la mondialisation*. Paris : Pluriel, 1999, p.92.

¹¹ DE SENARCLENS P, *Mondialisation, souveraineté et théories des relations internationales*, Paris : Armand Colin, 1998, p.74.

¹² Voir CASTELLS Manuel. *La Société en réseaux*. Paris : Fayard, 1996.

¹³ Ibid, p.34.

¹⁴ COX Robert. *Approaches to World Order*. Cambridge : Cambridge University Press, 1996, p.192.

¹⁵ Voir CASTELLS Manuel. *Fin de millénaire*. Paris : Fayard, 1998.

¹⁶ COX R, op.cit, p193-196.



Cependant, même si aujourd’hui les États ne sont plus aussi présents dans les affaires économiques et financières, rien ne les empêche de changer les règles du jeu de la libéralisation économique. La thèse de la mondialisation ignore la persistance de l’État-nation et le rôle essentiel des gouvernements dans l’orientation des structures et de la dynamique de l’économie nouvelle¹⁷. Selon Senarclens, «la mondialisation n’empêche pas que les gouvernements restent les principaux pôles d’autorité politique, les principaux pourvoyeurs de normes et de régimes, les principales sources de légitimité. Il n’existe pas d’autre instance pour maintenir la cohésion des sociétés, pour arbitrer ou atténuer leurs conflits internes, pour réaliser les conditions politiques nécessaires à la production, aux échanges et à la répartition de biens et de services »¹⁸.

En effet, l’émergence du monde multi-centré ne mine pas l’autonomie du monde stato-centré. Les acteurs souverains conservent la capacité d’établir des règles pour que leur système fonctionne¹⁹. Le point central est qu’aujourd’hui l’importance des acteurs est déterminée par leur autorité d’initier et d’endurer des actions plus que par leur statut légal, leurs capacités et leur souveraineté²⁰. De plus, la légitimité des régimes politiques est jugée plutôt par le critère de performance que par l’idée nationale, l’autorité charismatique, etc.²¹ Finalement, plus un État est performant, plus il est respecté et libre, plus il possède la marge de manœuvre pour mettre en oeuvre ses politiques.

Enfin, le déplacement de l’État-nation comme institution politique souveraine est important dans l’étude de la mondialisation et des mouvements sociaux. Même si l’État-nation apparaît comme la principale cible de l’activité du mouvement social, il faut tout de même souligner que le contexte national est largement affecté par les relations internationales et les institutions supranationales. Les mouvements sociaux transnationaux peuvent être interprétés comme une contribution à la société civile transnationale grâce à laquelle ils exercent une pression sur des institutions politiques supranationales et des organisations transnationales, y compris les firmes multinationales, afin d’obtenir un soutien ou un retrait de leur part.

Pour certains auteurs, l’essor des mouvements sociaux transnationaux est lié en grande partie aux changements de l’ordre international. D’après Robert O’Brien et ses collaborateurs, nous sommes dans une phase de développement d’une forme hybride de multilatéralisme. Ils qualifient ce phénomène de *multilatéralisme complexe*²² qui permet aux mouvements sociaux d’avoir plus de poids sur les politiques des institutions économiques internationales ainsi que les États. La caractéristique de ce nouveau type de relations est que ses composantes sont divisées par des objectifs et des motivations conflictuels. L’objectif des institutions est de maintenir la direction des politiques

¹⁷ Castells M. *La Société en réseaux*, op.cit, p.127

¹⁸ De Senarclens P., op.cit., p.87.

¹⁹ Rosenau J., op.cit, p251.

²⁰ Ibid.

²¹ Ibid.

²² O’BRIEN Robert, GOETZ Anne-Marie, SCHOLTE Jan Aart et WILLIAMS Marc. *Contesting Global Governance*. Cambridge : Cambridge University Press, 2000, p.5.



existantes alors que celui des acteurs du mouvement social est de changer la direction politique de ces institutions. Par contre, l'impact de ce multilatéralisme complexe dépend largement de la position préexistante de chaque État dans le système international. Autrement dit, il arrive parfois qu'il tende à renforcer le rôle des États puissants en affaiblissant le rôle de plusieurs pays en développement. Comme nous l'avons souligné plus haut, O'Brien lie aussi le développement de ces mouvements aux transformations structurelles du système international, c'est-à-dire la libéralisation de l'économie, les innovations dans les technologies de l'information, la création de nouveaux centres d'autorité et l'instabilité du système financier mondial.

D'après Takis Fotopoulos, chaque forme de modernité crée son propre paradigme social dominant. Actuellement, il s'agit de la modernité néolibérale, caractérisée par l'émergence d'un nouveau paradigme tendant à être dominant. C'est le post-modernisme néolibéral dont les caractéristiques sont la minimisation du contrôle social sur le marché, le remplacement de l'État-providence par des filets de sécurité et la maximisation du rôle du secteur privé dans l'économie²³.

Cependant, si ces caractéristiques principales du paradigme social actuel sont l'expression d'une partie du post-modernisme néolibéral, les « nouveaux mouvements sociaux » qui se sont développés dans le dernier quart de siècle sont l'expression de l'autre partie, c'est-à-dire le post-modernisme « oppositionnel » et « reconstructeur ».

Cela constitue ainsi le début du changement de paradigme dans les théories des relations internationales. La vision d'un système mondial anarchique dans lequel chaque État tente de faire prévaloir ses propres intérêts laisse la place à un ensemble de relations plus complexes, ce qu'on appelle *l'institutionnalisme néolibéral*. Cette théorie attribue une plus grande importance aux institutions internationales, reconnaissant qu'elles peuvent influencer les politiques et les intérêts des États. Les défenseurs de cette théorie affirment que la présence des relations d'interdépendance oblige les États à résoudre les problèmes par la création et la demande de normes et de procédures internationales²⁴.

Cette approche est à mettre en parallèle avec le courant institutionnaliste qui défend la thèse que « les acteurs transnationaux prendront d'autant plus d'importance qu'ils agiront dans un environnement international fortement structuré par des institutions et des régimes de gouvernance internationaux. Par exemple, les organisations internationales constituent des enceintes permettant des interactions régulières entre acteurs des réseaux transnationaux de revendication et acteurs étatiques. Dans certains cas, ils encouragent activement les OING et d'autres coalitions transnationales »²⁵. C'est dans cette

²³ FOTOUPOULOS Takis. «The End of Traditional Anti-systemic Movements». *Democracy & Nature*, vol.7, n°3, 2001, pp. 425-455.

²⁴ Cité dans BOLI John et THOMAS George. *Constructing World Culture. International Nongovernmental Organizations Since 1875*. California : Stanford University Press, 1999, p.16.

²⁵ RISSE-KAPPEN Thomas. Transnational Actors, Networks and Global Governance, in RISSE Thomas et SIMMONS Beth (dir.). *Handbook of International Relations*. Londres : SAGE, 2000, p.27.



perspective que Keck et Sikkink vont constituer leur théorie des réseaux transnationaux de revendication dont l'objectif ultime est de participer à la création des normes au niveau institutionnel²⁶.

L'incidence des effets de la politique internationale dans l'élaboration des mouvements sociaux devient désormais incontestable. Elle se forme dans un nouveau cadre d'analyse créé par la mondialisation. Cette perception provient du constat que si le processus d'interdépendance à large échelle a des origines lointaines dans le temps, la révolution technologique des années 80 a contribué à une intensification « tant de la réalité de l'interdépendance globale que de la conscience du monde comme tout »²⁷. Aujourd'hui, il paraît moins probable de considérer un enjeu écologique comme le problème d'un seul pays. La dégradation des conditions sociales des salariés et les privatisations massives ne sont pas vécues dans un seul pays, elles sont souvent simultanées et apparaissent parfois comme des politiques officielles, au sein de l'Union européenne par exemple.

Dans ce cadre, très peu de mouvements sociaux modernes échappent à l'impact de l'international. Ils ont souvent pour mission d'être les médiateurs des évolutions internationales, demeurant dans une relation dialectique avec le système international des États : ils façonnent et sont façonnés par la souveraineté de l'État, mais contribuent aux changements historiques dans les relations internationales lorsqu'ils tentent de renverser la base constitutive de cette souveraineté forte²⁸.

Cette constatation nous permet de mieux saisir la composition des mouvements sociaux organisés au niveau transnational. Ces derniers peuvent tout à fait avoir un sentiment du « nous » autour de certains principes universels comme la protection de l'environnement, les droits humains ou la paix, leurs participants peuvent se sentir plus proches de ce mouvement que leurs concitoyens. Les politiques sociales d'après-guerre constituaient un point d'ancrage de l'attachement des individus à la collectivité qu'ils composent ainsi que de leur sens d'une appartenance sociétale. Néanmoins, la transformation de ces politiques et la montée des inégalités sociales effritent l'idée d'une solidarité et induisent un questionnement des gouvernements sur des nouvelles formes d'activation des liens entre les membres d'une société et entre ces derniers et l'État. La solidarité et la justice sociale ne constituent plus la base assurée de ces liens comme durant les années 1950-1970. Une notion, la citoyenneté responsable, est devenue une clé pour revaloriser le lien sociétal. Cela correspond à la thèse de David Held qui évoque le concept de « la communauté politique démocratique » affirmant qu'aujourd'hui il est clairement compris que la qualité de la démocratie dépend de la capacité à rendre les décisions politiques crédibles face aux citoyens dans une communauté politique délimitée, et qu'elle dépend également de l'accès formel des citoyens à l'espace public et au politique²⁹. En effet la communauté

²⁶ KECK M., SIKKINK K., *Activists Beyond Borders*. USA: Cornell University Press, 1998.

²⁷ Cité dans DELLA PORTA Donatella. « Globalisation et mouvements sociaux. Hypothèse à partir d'une recherche sur la manifestation contre le G8 à Gênes ». *Pôle Sud*, n°19, novembre 2003.

²⁸ COLAS Alejandro. *International Civil Society*. Cambridge : Polity Press, 2002, p.84.

²⁹ HELD David. *Global Transformations*, Cambridge : Polity Press, 1999, p.446.



politique démocratique qu'évoque D. Held définit nécessairement un monde où les citoyens se contentent de « citoyennetés » multiples. Confrontés aux communautés de destin qui s'entrecroisent, ils ont besoin d'être des citoyens non seulement de leur propre communauté, mais aussi de régions plus larges dans lesquelles ils vivent et de l'ordre global plus étendu³⁰. Held conçoit cette citoyenneté dans un système qu'il nomme *démocratie cosmopolite (cosmopolitan democracy)*.

Cette transformation du rôle de l'individu était déjà signalée par Rosenau. Ainsi, il définit l'individu comme un acteur de micro-niveau appartenant à des macro-collectivités, même si les aptitudes et les orientations qu'il emploie dans ses rôles respectifs varient considérablement³¹. Et quand il définit l'individu, il considère aussi le « mouvement » comme un macro-acteur dans lequel les individus ont une conscience forte d'appartenance. Cela correspond à la caractéristique du mouvement « anti-mondialisation » dans la mesure où les militants de ce mouvement s'identifient assez fortement à la cause. La force de l'individu vient donc de cette capacité à appartenir à une communauté large autre que sa nation et ses concitoyens. L'existence de tels mouvements aide à l'émergence de forces sociales à travers le féminisme, les écologistes, les militants de la paix, les peuples indigènes, les syndicats, les églises, opposés aux conséquences de la mondialisation³². Ces mouvements présentent, d'une manière spectaculaire, une gamme différente de choix sociaux et ont un potentiel, s'ils peuvent réunir leurs connaissances et leurs intérêts, pour un nouveau discours politique³³.

On voit, en effet, se développer différentes formes de contestation politique à l'encontre des contraintes économiques qui affaiblissent l'autonomie des États. Ces protestations trouvent leur légitimité et leur force politique dans l'idée que les sociétés doivent pouvoir maîtriser leurs changements historiques. Elles inspirent la quête encore confuse et peu structurée de nouveaux espaces de solidarité, au niveau local ou régional, qui pourraient renforcer la capacité des individus d'affronter les problèmes engendrés par la transnationalisation des modes de production et de consommation³⁴. Cette présence remarquable de l'individu en tant que contestataire des politiques nationales et globales vient du malaise que les citoyens ne choisissent plus, en effet, la direction et la finalité des actions de leur État, institution qui demeure le seul dépositaire de leur droit et de leur capacité à se gouverner. Il en découle actuellement que plus forte est la participation sociale, civique et politique des individus, plus ces derniers développent un sens de leurs intérêts communs et une confiance les uns vis-à-vis des autres.

La mondialisation modifie également la nature des mouvements sociaux. Elle génère des conflits supranationaux sur les politiques des institutions internationales, avec des résultats variables selon les organisations et les champs d'intervention. La mondialisation

³⁰ *ibid.*

³¹ Rosenau J., *op.cit.*, p.118.

³² Cox R. *Approaches to World Order, op.cit, p.191.*

³³ *ibid.*

³⁴ De Senarclens p., *op.cit, p.203.*



n'est donc pas seulement «là dehors » mais aussi « ici, dedans »³⁵. Comme cela est apparu à Seattle et Prague, Porto Alegre et Gênes, les différents acteurs engagés dans des conflits jusqu'alors isolés se sont de plus en plus fréquemment « mis en réseaux », donnant vie à des mobilisations communes. Un mouvement à échelle mondiale semble donc mettre en question la « pensée unique » de la souveraineté du marché, bien qu'enclin « à croire en son incapacité à faire beaucoup pour changer la manière dont doivent être faites ou sont faites les choses du monde »³⁶.

Si les mouvements sociaux subissent à l'heure actuelle une sorte de mutation dans leurs caractéristiques, cela est en forte relation, pour les auteurs de la théorie des mouvements sociaux transnationaux, avec la mondialisation. La mondialisation crée une « société transnationale », un monde multicentré d'organisations transnationales, d'enjeux, d'événements, de communautés et de structures³⁷. Cela se traduit par deux conséquences différentes, mais corrélées. Premièrement, la mondialisation est caractérisée par l'éclatement des relations sociales du fait du déplacement des relations sociales de leur contexte local d'interaction et de leur restructuration spatio-temporelle indéfinie³⁸. Par conséquent, les événements conflictuels dans un endroit quelconque du monde se heurtent aux mouvements sociaux locaux dans différents pays. Deuxièmement, le processus de mondialisation produit des structures transnationales et supranationales qui augmentent l'impact des mouvements sociaux. Cela peut entraîner des opportunités transnationales pour la mobilisation. Des structures d'opportunité transnationales devraient entraîner la convergence des actions de différents mouvements nationaux qui tirent avantage de telles opportunités³⁹.

Pour faire bref, dans un monde de plus en plus mondialisé, les facteurs nationaux perdent davantage de leur pouvoir explicatif, et, réciproquement, des mouvements sociaux de contextes différents réagissent aux opportunités transnationales de façon similaire. Les ressemblances entre les mouvements s'expliquent donc par le fait de réactions similaires aux changements qui surviennent au niveau global.

Ces ressemblances apparaissent dans les structures des différents mouvements. Les définitions partagées des comportements politiques et économiques appropriés au monde actuel facilitent l'émergence de mouvements aux structures comparables. C'est ce que certains chercheurs appellent les « *affinité structurelle* » (structural affinity)⁴⁰.

La mondialisation fournit également un autre atout à la formation de mouvements sociaux transnationaux : c'est la diffusion rapide du mouvement. Autrement dit, la

³⁵ GIDDENS Anthony, 1990, p.22.

³⁶ DELLA PORTA D., op.cit., p.180.

³⁷ ROSENAU James. *Turbulence in World Politics*. New Jersey: Princeton University Press, 1990.

³⁸ GIDDENS Anthony, 1990, p.21.

³⁹ GIUGNI G. Marco, Explaining Cross-national Similarities Among Social Movements in SMITH Jackie et JOHNSTON Hank. *Globalization and Resistance. Transnational Dimensions of social Movements*. USA: Rowman & Littlefield Publishers, 2002, pp. 13-27.

⁴⁰ *ibid.*



mobilisation d'un mouvement peut constituer un exemple pour d'autres acteurs, groupes ou mouvements. Des actions réussies peuvent être adoptées par d'autres mouvements pour accroître la motivation des participants à s'engager dans l'action collective, la précondition de l'adoption étant l'existence de moyens de communication et des flux d'information entre activistes.

En résumé, la mondialisation accroît les similitudes entre les mouvements sociaux dans les différents pays, car elle aide à la création d'opportunités transnationales, à la formation d'affinités structurelles et elle facilite le processus de diffusion. Néanmoins, même si son effet sur les mouvements est dû à la diffusion et à l'affinité structurelle, ce sont des concepts abstraits qui se traduisent en action seulement s'ils influent sur les motivations des participants du mouvement pour agir.

Les analyses sur la mondialisation et ses effets sur les formes de résistance ont trouvé leur terrain d'étude concret dans l'émergence des mouvements opposés à la mondialisation néolibérale incarnée dans les institutions économiques internationales comme l'Organisation mondiale de commerce (OMC). Jackie Smith, dans son ouvrage récent *Globalization and Résistance*, se penche sur la première action d'envergure du mouvement altermondialiste à Seattle en novembre 1999 pour analyser le phénomène de la mondialisation de la résistance et les mutations dans les théories des mouvements sociaux. Selon elle, la manifestation de Seattle a complètement bouleversé notre compréhension de la relation État - mouvement social parce qu'elle démontre comment les politiques au niveau global influent sur une grande variété d'acteurs locaux et nationaux. Les chercheurs devraient désormais s'interroger sur la manière dont l'intégration sociale, économique et politique du monde touche à la fois la *mobilisation* et l'*action collective*⁴¹.

En terme de mobilisation, les événements de Seattle posent la question de la pérennité des mobilisations au-delà des frontières nationales, et du dépassement des divisions culturelles et de classe. La question est de savoir si les mouvements sociaux pourront dépasser les identités locales et nationales et éveiller l'intérêt à s'opposer d'une manière cohérente aux élites étatiques et bureaucratiques.⁴²

Les manifestations de Seattle ont été organisées à travers les structures transnationales mobilisatrices façonnant les stratégies et le leadership. Pour Smith, l'expansion rapide des organisations transnationales du mouvement social depuis les années 70 a fourni à plusieurs activistes une connaissance substantive, du point de vue politique, des groupes de différentes parties du monde, des opportunités à gagner de l'habileté et de l'expérience

⁴¹ SMITH Jackie. «Globalizing Resistance : The Battle of Seattle and the Future of Social Movements». in Smith Jackie et Johnston Hank, op.cit., p. 208. Les mots en italiques sont ainsi dans le texte original.

⁴² Ibid.



dans le travail d'organisation international, une expertise en droit international et une familiarité avec des négociations multilatérales⁴³.

Ces organisations et leurs liens transnationaux aident à cultiver des identités de mouvement, dépassent les intérêts nationalement définis et construisent des identités de solidarité axée sur la dimension globale. Cependant, ces organisations, qui mobilisent une attention transnationale, devraient ainsi démontrer une large représentation géographique s'ils veulent être efficaces dans les arènes politiques multinationales. C'est pourquoi Smith, Chatfield et Pagnucco soulignent que ces organisations devraient construire des espaces de dialogue transnationaux sur les objectifs et les stratégies communes afin de créer une participation diversifiée⁴⁴. La mise en place des forums sociaux peut être analysée sous cet angle-là.

Dans ce cadre, l'émergence de l'altermondialisation est due à deux phénomènes corrélatifs qui ne sont pas les produits de la dernière décennie : la mondialisation et l'érosion des pouvoirs de l'État-nation. Ces deux phénomènes sont constitutifs d'un processus qui dure depuis le début des années 70.

La plupart des ouvrages consultés et des acteurs rencontrés situent la naissance du mouvement altermondialiste lors des grandes manifestations de Seattle en novembre-décembre 1999. S'il s'agit bien là d'un temps fort dans l'existence du mouvement, qui constitue pour beaucoup d'acteurs et d'observateurs un acte fondateur, il convient de ne pas occulter le fait que le contre-sommet de Seattle constitue l'aboutissement d'un processus complexe, mêlant des éléments politiques, économiques et sociaux, qui trouve ses racines, notamment, dans des mouvements antérieurs.

Comme en témoigne la mobilisation des ONG au cours de la dernière décennie, par exemple en réaction aux négociations sur la finance et le commerce internationaux ou lors des nombreux sommets et conférences organisés par l'ONU (Rio, Beijing, Copenhague,...), nous avons assisté, avec les années 1990, non seulement à un regain de la contestation sociale au plan international, mais aussi à l'internationalisation et à la transnationalisation⁴⁵ de réseaux, d'organisations et d'entreprises collectives. Dès 1985, on a pu observer la réalisation de ce genre d'organisations. Amory Starr comptabilise 56 émeutes contre le FMI ou des politiques d'austérité en Amérique Latine, aux Caraïbes ou au Moyen-Orient entre 1985 et 1992⁴⁶. Dans les années 1990, des manifestations défendant des acquis sociaux se sont déroulées en Europe de l'Ouest et au Canada ; en 1998, dix mille étudiants indonésiens se sont mobilisés contre les politiques économiques et le manque de démocratie, ils ont occupé des stations de radio et le parlement ; en

⁴³ SMITH Jackie, op.cit., p.210.

⁴⁴ SMITH J., PAGNUCCO R., CHATFIELD C., op.cit.

⁴⁵ La distinction entre les notions d' « internationalisation » et de « transnationalisation » renvoie au fait qu'une part (internationale) du processus de la mondialisation se fait avec la participation active ou passive des États et donc dans le respect de leur souveraineté, alors qu'une autre part (transnationale) de ce processus leur échappe partiellement ou totalement (par exemple, certains flux démographiques, culturels, religieux, communicationnels).

⁴⁶ STARR Amory. *Naming the Enemy*. London : Zed Books, 2001, p.47.



septembre 1998, à Séoul, s'est déroulée une conférence internationale des « Peuples contre le FMI » accompagnée de démonstrations massives des ouvriers licenciés⁴⁷. Une des campagnes les plus spectaculaires de ce front « anti-mondialisation » était la campagne contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) discuté au sein de l'OCDE au cours de l'hiver 1997-1998. D'une même voix, des organisations multiples dénonçaient les effets « dévastateurs » de cet accord visant à donner aux entreprises des « droits mondiaux ». Par la pression d'organisations de la société civile, ce projet d'accord a été retiré.

Certains trouvent les fondements du mouvement altermondialiste dans des contestations bien plus anciennes comme le mouvement anti-esclavage et les mouvements ouvriers internationaux de la fin du 19^e siècle⁴⁸. Même si nous constatons qu'il n'est pas nécessaire d'aller si loin pour trouver les prémices d'un mouvement contre la mondialisation néolibérale, il est tout à fait légitime de parler des premiers signaux d'un tel mouvement dès les années 1970. D'abord parce que ces années représentent la maturation du système économique mondial établi à partir de la fin de la Deuxième Guerre mondiale (création des institutions de Bretton Woods, la voie vers l'OMC, la direction générale vers le néolibéralisme et la libéralisation des marchés financiers et de biens avec la suppression progressive des barrières douanières). Ces années sont marquées en même temps par des crises financières et pétrolières. C'est justement à partir de ces années-là que nous verrons apparaître des ouvrages de ceux qui deviendront plus tard des figures emblématiques de l'altermondialisation. En Europe, Teresa Hayter en 1971 publie *Aid as Imperialism* (Aide comme impérialisme), aux États-Unis Susan George secoue l'opinion avec *How the Other Half Dies* (Comment l'autre moitié meurt). Les mouvements de mai 1968 jouent ainsi un rôle considérable pour devenir une voix contre un système des valeurs à la fois politique, économique, social et culturel, et proposer et revendiquer un système alternatif tout en réclamant une rupture totale avec le précédent. A la fin des années 70 et au début des années 80, un militant et professeur philippin, Walden Bello, accumule avec ses collègues une quantité conséquente de preuves pour fournir une étude de cas détaillée sur la manière dont les aides de la Banque mondiale ont participé au renforcement du dictateur Ferdinand Marcos pendant qu'elles restructuraient l'économie philippine, afin de servir les intérêts des firmes multinationales et du marché mondial⁴⁹.

Simultanément, les contestations ouvrières, syndicales et d'agriculteurs surgissent à partir du début des années 80 en Europe, avec l'avancement des règles du marché commun de la Communauté européenne. Ces manifestations prennent une ampleur plus internationale au moment de la ratification du traité de Maastricht en 1992, jugé entièrement néolibéral et ne prévoyant aucune avancée pour les salariés. Une campagne similaire vient d'être

⁴⁷ *ibid.*

⁴⁸ BROAD Robin et HECKSCHER «Zahara. Before Seattle : the historical roots of the current movement against corporate-led globalisation». *Third World Quarterly*, vol.24, n°4, 2003, pp. 713-728.

⁴⁹ Cité dans BROAD et HECKSCHER, *op.cit.*, p.722.



menée contre la Constitution européenne, jugée, elle aussi, défavorable et liberticide pour les salariés mais aussi pour les droits des femmes.

Nous pouvons donc défendre l'idée que le mouvement altermondialiste n'est pas né ex nihilo à Seattle mais s'inscrit, du moins en partie, dans la continuité de mouvements antérieurs parmi lesquels nous pouvons compter, par exemple, le mouvement zapatiste.

Pour ces mouvements, même si le cadre de l'État-nation n'a pas disparu, il n'est pas aussi fondamental qu'auparavant. « Il a cessé de correspondre fortement à l'image de la société, et nous voyons jour après jour que les catégories de la vie sociale, stricto sensu, de la vie politique et de la culture sont de moins en moins intégrées ». Par exemple, les acteurs des luttes contre la mondialisation néolibérale souhaitent parfois revenir à plus d'État et de souveraineté nationale, mais, surtout, ils contribuent à ouvrir l'espace du politique, à imposer des débats sur des formes de régulation de la vie économique qui ne se limitent assurément pas au cadre de tel ou tel État. Les mouvements globaux eux aussi ne pensent plus en termes d'États et de nations, sauf précisément à en appeler au droit d'ingérence pour dépasser les conceptions classiques de la souveraineté des États⁵⁰.

Ulrich Beck souligne que dans la perspective de la finalité étatique où la société est définie en terme national, il paraît particulièrement difficile de reconnaître et d'explorer les bénéfices d'un scénario de société des citoyens, pour la reprise et l'encouragement transnational des politiques et de la démocratie⁵¹. Dans ce cadre, l'apparition du mouvement altermondialiste est vue comme l'encouragement transnational de la démocratie et de la solidarité entre les peuples dans différents pays et, par-là, comme l'émergence d'une société civile mondiale. Cette thèse de la « société civile mondiale » est résumée par S. Tarrow qui évoque qu'à l'ère de la diffusion à l'échelon mondial des programmes de télévision, de l'Internet et du courrier électronique, les structures d'opportunités politiques à l'échelon national peuvent être remplacées par leurs équivalents transnationaux pour réaliser des actions collectives⁵². Pour lui, « l'État-nation est peut-être en train de perdre sa capacité à circonscrire et à structurer l'action collective. Cette incapacité croissante des États à contrôler l'économie mondiale a permis à des individus et à des groupes d'avoir accès à de nouvelles sortes de ressources pour organiser des actions collectives par-delà les frontières. Il s'agit notamment des voyages à l'étranger, des contacts avec des personnes partageant la même opinion dans d'autres pays et d'un savoir-faire croissant dans le maniement de la communication transnationale »⁵³.

En effet, nous pouvons dire que le mouvement altermondialiste se nourrit de l'émergence de l'espace transnational des politiques et de coordination entre les acteurs

⁵⁰ *ibid.*

⁵¹ BECK Ulrich, *op.cit.*, p.131.

⁵² Tarrow S. «La contestation transnationale». *Cultures et Conflits*, n°38-39, été-automne 2000 *op.cit.*, p.212.

⁵³ *ibid.*



internationaux. Il part du principe que les problèmes désormais globaux nécessitent une réponse transnationale afin de contribuer à l'élaboration des normes et des agendas politiques.

En dépit de la relation complexe entre les acteurs étatiques et non-étatiques, la mondialisation, en terme d'appartenance, fait que les acteurs de la résistance ne se résument plus à la contestation de classe ni réclament une identité de classe comme c'était le cas pour les mouvements sociaux des ouvriers ou des paysans. On trouve dans les mêmes rangs d'une manifestation des ouvriers, des « cols bleus » mais aussi des cléricaux, des gens de classe moyenne et des étudiants. La résistance est à la fois localisée, nationalisée et mondialisée en même temps que la mondialisation économique avance au-delà des frontières géopolitiques. Ce qui signifie qu'en partie la dichotomie de « public-privé » ne tient plus et que plusieurs dimensions de la vie sociale sont affectées à des niveaux variés par les puissances mondialisées. De ce fait, une stratégie de « solidarité sans frontière » (borderless solidarity) émerge réunissant plusieurs thèmes afin de démontrer les liens entre diverses dimensions de la vie sociale⁵⁴.

Le mouvement altermondialiste se diffuse d'une manière transnationale et a pour but de construire une solidarité transnationale au-delà des frontières étatiques autrement dit de donner aux personnes une identité globale trans-étatique dans laquelle une grande loyauté prévaut⁵⁵. Nous pouvons donc constater que l'État-nation ne représente plus le monopole de l'espace de citoyenneté. « Tant que la gouvernance était centrée sur l'État, les identités collectives dépendaient des nations. Même si les dernières décennies de mondialisation à grande échelle n'ont pas dissout les États-nations, cette forme d'identité collective a perdu sa position antérieure de quasi-monopole »⁵⁶. Aujourd'hui, beaucoup de citoyens n'agissent plus conformément à leurs appartenances nationales. Autrement dit, le mouvement altermondialiste se développe du fait que la mondialisation produit des réponses similaires à travers les mouvements dans des contextes différents, en structurant des menaces et des opportunités transnationales communes.

Ce que le mouvement altermondialiste impose désormais comme cadre d'action en tant que mouvement social au niveau transnational se résume de la manière suivante :

- 1) Le mouvement altermondialiste adresse des questions, des thèmes et des objectifs similaires. Différents pays peuvent voir l'émergence du même mouvement en leur sein comme le mouvement féministe, le mouvement pour la paix ou le mouvement écologiste. De ce fait, les demandes, l'idéologie et les

⁵⁴ CHIN Christine B. N. et MITTELMAN H. James. «Conceptualizing Resistance to Globalization» in GILL Barry K. (sous dir.). *Globalization and the Politics of Resistance*. Hampshire : Palgrave, 2000, pp. 29-45.

⁵⁵ SMITH Jackie, PAGNUCCO Ron et CHATFIELD Charles. «Social Movements and World Politics. A theoretical framework» in Smith J., Pagnucco R., Chatfield C., op.cit., p.72.

⁵⁶ SCHOLTE Jan Aart. «Qu'est-ce que la société civile mondiale?», *Courrier de la planète*, Volume 3, 2001.



stratégies d'un mouvement particulier dans un pays peuvent refléter ceux de ses homologues d'autres pays.

2) Le mouvement affiche des niveaux semblables de mobilisation, ce qui crée des quantités similaires de manifestations et/ou de participants dans ces actions. Par exemple, après le début de la guerre en Irak, nous avons observé une grande manifestation à Londres, il en allait de même pour la Turquie. Environ cent mille personnes ont protesté contre cette guerre dans leur capital.

3) Les stratégies, les tactiques et les formes d'action convergent (organiser des manifestations au moment de grands sommets internationaux, construire des forums sociaux). Ainsi, nous observons l'apparition des forums sociaux partout dans le monde parmi lesquels le forum social de Gênes, d'Istanbul, de Téhéran.

4) Nous pouvons observer des structures organisationnelles semblables en termes de niveau des ressources et d'autres caractéristiques organisationnelles (centralisé/décentralisé, formel/informel, intégré/isolé etc.).

5) Les cadres culturels, les idées et les discours (contenus idéologique et symbolique du mouvement) d'un mouvement montrent des modèles similaires.

6) Nous pouvons observer, c'est peut-être le point le plus intéressant, un parallélisme dans la planification des protestations. Cet aspect est partagé à travers les pays à la fois sur le long et le court terme.⁵⁷ Au moment de la manifestation d'Edimbourg contre le G-8 en juillet 2005, il y a eu des manifestations de solidarité dans d'autres pays.

Le mouvement altermondialiste ajoute une nouvelle dimension à l'étude des mouvements sociaux. D'une part, il laisse voir un processus politique global, avec sa propre logique de pression pour des acteurs collectifs organisés et non-étatiques. D'autre part, en construisant des liens avec des organisations nationales et locales, il aide à relier les mouvements nationaux, voire locaux, aux processus politiques globaux.

En un sens, Seattle (1999) et Porto Alegre (2001) sont les symboles respectifs d'une stratégie à deux volets, lesquels ne sont pas mutuellement exclusifs : résistance politique et organisation de contre-pouvoirs dans le premier cas ; construction, dans le second cas, d'un autre pôle de développement à côté du marché et de l'État et lutte pour introduire plus de solidarité dans l'ensemble de l'économie.

Il s'agit, bien sûr, d'un programme extrêmement chargé et les défis à relever sont très nombreux, au point peut-être de donner l'impression que l'on flirte ici avec l'utopie. A notre avis, un examen attentif des réalisations accumulées au cours des récentes années et

⁵⁷ GUIGNI G. Marco. «Explaining Cross-national Similarities Among Social Movements», in SMITH Jackie et JOHNSTON Hank. *Globalization and Resistance. Transnational Dimensions of social Movements*. USA : Rowman & Littlefield Publishers, 2002, pp. 13-27.



DOCUMENT DE TRAVAIL DE LA Chaire MCD – 2005-02
Chaire de Recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie
<http://www.chaire-mcd.ca/>

une analyse lucide de la conjoncture internationale actuelle sont pourtant de nature à donner à ce programme le caractère mobilisateur qui permettrait au mouvement altermondialiste d'œuvrer avec plus de cohérence et d'efficacité à la construction d'une « autre mondialisation ».